

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DE TRI DE RECYCLAGE D'ELIMINATION DES DECHETS OUEST D'ARMOR

Usine d'Incinération
Site de Quelven
22140 Pluzunet

Références : 2025.313
Code AIOT : 0005500338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DE TRI DE RECYCLAGE D'ELIMINATION DES DECHETS OUEST D'ARMOR implanté SITE DU QUELVEN VALORYS 22140 PLUZUNET. L'inspection a été annoncée le 16/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL. L'inspection a pour objectif principal de vérifier les mesures prises par l'exploitant suite à l'arrêté de mise en demeure du 26 février 2025 concernant les émissions de mercure. Le contrôle vise également à vérifier, par sondage de prescriptions, la conformité de l'installation à son arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2016 et arrêtés ministériels applicables, en particulier l'arrêté du 12

janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles pour l'incinération et la co-incinération de déchets. L'inspection porte notamment sur les thèmes suivants :

- les rejets canalisés dans l'air et dans l'eau,
- la gestion des conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC),
- les modalités de surveillance des rejets et retombées atmosphériques.

Pour rappel, les installations étant soumises à la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED), le site est considéré comme prioritaire et fait l'objet, à ce titre, d'au moins un contrôle annuel par les services de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DE TRI DE RECYCLAGE D'ELIMINATION DES DECHETS OUEST D'ARMOR
- SITE DU QUELVEN VALORYS 22140 PLUZUNET
- Code AIOT : 0005500338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SMITRED Ouest Armor exploite sur son site de PLUZUNET une usine d'incinération et de valorisation énergétique de déchets non dangereux ainsi qu'une installation de maturation de mâchefers. Le site comporte également une unité de traitement des déchets d'activité de soins à risque infectieux (éliminés dans l'unité de valorisation énergétique), un centre de tri ainsi qu'une unité de broyage de déchets de bois. L'ensemble des activités est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2016. Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (directive IED).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Surveillances des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 11.2.4	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	REJETS CANALISÉS DANS L'AIR	AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
2	SURVEILLANCE DES EFFLUENTS GAZEUX	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Sans objet
3	MTD RELATIVES A LA REDUCTION DES EMISSIONS DANS L'AIR	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.2.5	Sans objet
4	INDISPONIBILI TE DES DISPOSITIFS DE MESURE	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 10.5.5	Sans objet
5	CONDITIONS DE SURVEILLANCE DES REJETS	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
6	CONDITIONS D'EXPLOITATI ON AUTRES QUE NORMALES (OTNOC)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Sans objet
7	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, Point 2.2.3	Sans objet
9	SURVEILLANCE DES RETOMBEES ATMOSPHERIQ UES	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 11.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis le jour de la visite et les rapports complémentaires transmis post-inspection permettent à l'inspection des installations classées de proposer à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor de lever l'arrêté de mise en demeure qui avait été notifié à l'exploitant le 22 février 2025. Les rapports de mesurage des rejets atmosphériques et les mesures prises pour le traitement du mercure montrent que les rejets atmosphériques des installations, à l'exception d'une valeur journalière, respectent les valeurs limites d'émission prescrites par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : REJETS CANALISÉS DANS L'AIR

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/02/2025, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : <p>Le SMITRED exploitant une installation d'incinération de déchets non-dangereux sur la commune de Pluzunet est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté:</p> <ul style="list-style-type: none">- point 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles dans le secteur de l'incinération ;- article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2016 pour l'exploitation de son site de tri et traitement de déchets. <p>Les justificatifs du respect des prescriptions précitées sont à transmettre à l'inspection des installations classées et doivent notamment comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none">- un descriptif précis du traitement actuel et des aménagements complémentaires permettant de respecter les valeurs limites d'émissions à l'atmosphère fixées pour le mercure et pour les NOx,- une nouvelle mesure des rejets atmosphériques du four pour l'analyse des émissions en mercure et en NOx. <p>Le rapport d'analyse du bureau d'étude en charge des mesures atmosphériques doit mentionner les conditions d'exploitation du site lors de la mesure comprenant notamment les éléments relatifs à l'alimentation du procédé de traitement à l'ammoniac.</p>
Constats : <p>Par courrier du 16 mai 2025, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées un descriptif détaillé du système de traitement des fumées. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les mesures mises en œuvre depuis mars 2025. Il s'agit de mesures liées au renforcement du traitement des métaux par l'injection d'une solution permettant leur précipitation (mercaptan TMT15©). L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesurage des rejets atmosphériques le mardi 20 mai 2025. Le rapport de mesure a été transmis post-inspection par courrier du 25 juillet 2025. Les essais ont été réalisés dans les conditions normales de fonctionnement du four et le système de traitement des fumées était également en fonctionnement normal. Le rapport indique qu'aucun évènement particulier n'a été relevé au cours du contrôle des rejets atmosphériques. Le résultat des mesures est conforme sur l'ensemble des paramètres, les valeurs limites d'émission sont respectées.</p> <p>S'agissant des métaux, les résultats de ce contrôle indiquent une concentration moyenne pour le mercure (Hg) de 9,2 µg/Nm³ (la valeur limite d'émission journalière est fixée à 20 µg/Nm³). Les données d'autosurveillance montrent, entre mars et juillet 2025, un seul dépassement de la valeur limite d'émission journalière du mercure le 13/07/2025 (concentration mesurée à 21,63 µg/Nm). La moyenne mensuelle des VLE jour du mercure , en juillet 2025, est de 9,35 µg/Nm³.</p>

S'agissant des émissions d'oxydes d'azote (NOx), le contrôle du 20 mai 2025 indique une concentration moyenne journalière de 72,8 mg/Nm3 (valeur limite d'émission : 80 mg/Nm3). Les données d'autosurveillance sur la période de janvier à juillet 2025 montrent également un respect des valeurs limites d'émission journalières pour ce paramètre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant les mesures prises par l'exploitant et le résultat des contrôles des rejets atmosphériques, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor de lever l'arrêté de mise en demeure qui avait été notifié à l'exploitant le 22 février 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : SURVEILLANCE DES EFFLUENTS GAZEUX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des mesures

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération :

Paramètres	Fréquence	Norme ou équivalent (1)
...
PCDD/PCDF :	En semi-continu	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139

PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois	Pas de norme
PCB de type dioxines :	<p>Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8)</p> <p>Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)</p>	<p>- Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4</p> <p>- NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4</p>
Hg :	en continu	Normes EN génériques et EN 14884
Benzo[a]pyrène :	Une fois par an	<p>Pas de norme EN</p> <p>Norme NF X 43-329</p>
...

(1) Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

L'exploitant procède depuis septembre 2013 au prélèvement et à la mesure en semi-continu des dioxines et furanes (PCDD/PCDF) émises par son installation (dispositif de prélèvement AMESA). Le prélèvement en semi-continu est réalisé sur une période d'échantillonnage de quatre semaines.

Chaque mois, par l'intermédiaire d'une fiche liaison, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un tableau synthétique des résultats d'analyse de PCDD/PCDF (extrait du logiciel d'acquisition des données). Sur la période allant de janvier 2024 à juillet 2025, il a été relevé un seul dépassement mensuel (échantillonnage du 18/10/2024 au 15/11/2024). La concentration moyenne de dioxines et furanes a été mesurée pour cette période à 0,0873 I-TEQ/Nm³, soit une valeur supérieure à la valeur limite d'émission fixée à 0,0800 ng I-TEQ/Nm³ (vu le rapport d'essai n°R24-440/A du 16 décembre 2024). L'exploitant a diligenté une contre-mesure par un laboratoire accrédité le 20 décembre 2024. Les résultats de la contre-mesure ont été conformes (vu le rapport RC47702 du 16 janvier 2025 indiquant une concentration en dioxines et furannes égale à 0,0302 ng I-TEQ/Nm). Les analyses suivantes sont conformes.

L'exploitant procède aux analyses semestrielles des dioxines et furannes bromés (PBDD/PBDF). L'inspection a consulté les rapports 2024 et 2025 (vu le rapport N°R25-173/A de l'organisme CME Environnement du 11 juillet 2025, suite au prélèvement effectué le 20 mai 2025 et le rapport n°R24-259/A du 23 août 2024 faisant suite au prélèvement du 18 juin 2024). Le rapport 2025 ne met pas en évidence d'émission de dioxines et furannes bromés (concentration égale à 0). Le rapport 2024 montre une concentration de 0,00005 ng/Nm³.

Un analyseur en continu du mercure est mis en place. Les données sont transmises chaque mois à l'inspection des installations classées. Lors de l'inspection, la concentration en mercure, reportée en salle de contrôle, affichait une valeur de 5,78 µg/Nm³ (en moyenne journalière) et de 5,12 µg/Nm³ (en moyenne demi-horaire). La valeur limite d'émission du mercure est fixée à 20 µg/Nm³ (en moyenne journalière).

La campagne de mesure du benzo(a)pyrene est réalisée une fois par an. La dernière mesure a été réalisée le 20/05/2025 (vu le rapport du n°R25-174/A du 11/07/2025). Le rapport mentionne bien que la concentration en HAP a été réalisée selon la norme NF X 43-329. Les résultats ont mis en évidence une concentration nulle de benzo(a)pyrène.

S'agissant des PCB de type dioxines, l'échantillonnage à long-terme est réalisé dans le cadre de la surveillance mensuelle en semi-continu des dioxines et furannes chlorés. L'exploitant poursuit la surveillance mensuelle afin de disposer de données suffisantes, sur 2 années consécutives, pour envisager une réduction de la fréquence de la surveillance, avec un échantillonnage à court terme, si les niveaux d'émissions de PCB de type dioxine sont inférieurs à 0,01 ng I-TEQ/Nm³ (vus

<p>rapports mensuels de février, mars et avril 2025 indiquant des concentrations de 0,0059 ng ITEQ/Nm³, 0,0085 ng I-TEQ/Nm³ et 0,0066 ng I-TEQ/Nm³). Le dernier rapport N°R25-173/A relatif à l'échantillonnage à court terme a été établi le 11/07/2025. Les résultats montrent une concentration de 0,0021 ng I-EQ/Nm³.</p> <p>Les rapports de contrôle précisent bien le respect de la norme NF EN 1948.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Veiller à faire figurer les résultats relatifs aux PCB de type dioxine dans la fiche de liaison mensuelle transmise à le DREAL</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : MTD RELATIVES A LA REDUCTION DES EMISSIONS DANS L'AIR

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 5.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emission de mercure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant de l'unité d'incinération applique une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous :</p> <p>a. Laveur (pH faible)</p> <p>Laveur mis en œuvre à pH proche de 1.</p> <p>Le taux d'élimination du mercure de cette technique peut être amélioré par l'ajout de réactifs ou d'adsorbants à la liqueur de lavage, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des oxydants tels que le peroxyde d'hydrogène pour transformer le mercure élémentaire en une forme oxydée soluble dans l'eau ; - des composés soufrés pour former des complexes stables ou des sels avec le mercure ; - des adsorbants carbonés pour adsorber le mercure, y compris le mercure élémentaire. <p>Lorsqu'elle est conçue pour un pouvoir tampon suffisamment élevé pour le captage du mercure, la technique permet de prévenir efficacement les pics d'émission de mercure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la réduction des émissions canalisées de mercure, l'exploitant procède à la complexation du mercure par injection de coke de lignite dans le laveur, ce qui constitue une des techniques prescrites dans le cadre des meilleures techniques disponibles. Suite aux dépassements des valeurs limites d'émission de mercure, constatés en 2024, l'exploitant a complété la technique par l'injection d'un réactif spécifique (TMT 15) permettant d'améliorer le taux d'élimination du mercure. Les résultats de l'analyseur en continu a montré l'amélioration de la complexation du</p>

mercure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : INDISPONIBILITE DES DISPOSITIFS DE MESURE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 10.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de mesure en semi-continu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité comprenant les arrêts, les dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesures en semi-continu des effluents atmosphériques ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. Le calcul s'effectue sur une année calendaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Entre le 01/01/2024 et le 31/12/2024, les données transmises à l'inspection des installations classées montrent un taux d'indisponibilité du dispositif de mesure en semi-continu (AMESA) égale à 0,54 % du temps de fonctionnement de l'installation, soit une durée d'indisponibilité de 1 jour 18 h17'40 sur un temps de marche de 327 jours et 0h55'50. Pour la période allant du 1er janvier au 31 mai 2025, l'inspection a constaté que le taux d'indisponibilité du dispositif de mesure est de 0,35 %.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : CONDITIONS DE SURVEILLANCE DES REJETS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs de mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étalonnage des systèmes de mesure automatique (AMS) des rejets atmosphériques de l'unité d'incinération d'ordures ménagères (selon la procédure QAL 2) a été effectué du 18 au 20 juin 2024 par un laboratoire accrédité COFRAC (vu le rapport n°R24-262/A du 23/08/2024). La</p>

procédure QAL 2, définie par la norme NF EN 14181, comporte une série de tests pour s'assurer que les AMS sont installés et fonctionnent correctement. La procédure permet de déterminer une droite d'étalonnage et de valider les AMS par un test statistique de variabilité des valeurs mesurées.

Les essais sur les AMS (titulaires et redondants) ont été réalisés sur les paramètres suivants :

- Dioxyde de Carbone (CO2)
- Monoxyde de carbone (CO)
- Oxydes d'azote (NOx)
- Carbone Organique Volatil Total (COVT)
- Poussières totales
- Chlorure d'hydrogène (HCl)
- Dioxyde de soufre (SO2)
- Ammoniac (NH3)

Les essais ont également été réalisés sur les paramètres périphériques suivants :

- Vitesse
- Débit
- Humidité (H2O)
- Oxygène (O2)

En outre, une procédure QAL 2 concernant l'analyseur Mercure (Hg) a été réalisée au cours de cette même campagne (vu le rapport n°R24-263 du 23/08/2024).

Les tests de variabilité ont été réalisés à partir des valeurs limites d'émission fixées par les arrêtés préfectoraux et ministériels applicables et sont conformes pour les analyseurs titulaires et redondants. Pour chaque polluant, le rapport présente les droites d'étalonnages. Par sondage, l'inspection a consulté dans le rapport les droites d'étalonnage ci-après pour les paramètres NOx, CO , poussières totales, oxygène et relevé les coefficient R^2 :

Paramètre étudié	Fonction de la droite d'étalonnage	Coefficient de détermination R^2
NOx	$y = 1,01 x + 0,16$	0,99
CO	$y = 0,99x + 0,94$	1,00

Poussières	$y = 0,86x - 0,71$	0,99
O ₂	$y = 0,99x + 0,01$	1,00

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : CONDITIONS D'EXPLOITATION AUTRES QUE NORMALES (OTNOC)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

L'exploitant a mis en place un plan de gestion des conditions opératoires de fonctionnement autres que normales (OTNOC) intégré dans le système de management environnemental du site (SME). Deux catégories de ces conditions autres que normales sont suivies par l'exploitant :

- les OTNOC détectées automatiquement;
- les OTNOC non détectées automatiquement, nécessitant une activation manuelle du signal avec justification de la cause.

Le SME fixe une durée limitée de OTNOC à 250 heures. Le jour de l'inspection, le temps cumulé de conditions autres que normes était de 6h51. La liste des OTNOC automatisées a été présentée à l'inspection.

L'exploitant procède à un examen des OTNOC selon 3 niveaux de périodicité : quotidien, mensuel et annuel. L'examen des OTNOC comporte une analyse des causes pour chaque défaillance avec une traçabilité des mesures correctives prises (vu le tableau de bord 2025 avec la durée, le type de OTNOC et les actions). La liste des OTNOC à suivre est validée lors de la revue annuelle de direction. Par ailleurs, conformément à l'engagement pris dans son courrier du 26 juin 2024, l'exploitant transmet chaque mois les données des compteurs OTNOC H1 et H2 à l'inspection des installations classées (vu le fichier "DREAL_Mensuel_NOC_2025-05" précisant une durée totale de OTNOC de 6h51'10 pour la période du 01/01/2025 au 31/01/2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, Point 2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets résultant du traitement de mâchefers

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

b) Rejets résultant du traitement de mâchefers :

Paramètres	Fréquence	Norme(s) ou équivalent
Carbone organique total (COT)	Une fois par mois	EN 1484
Matières en suspension totales (MEST)	Une fois par mois	EN 872
Pb	Une fois par mois	Plusieurs normes EN (par exemple EN ISO 11885, EN ISO 15586, EN ISO 17294-2)
Azote ammoniacal (NH4-N)	Une fois par mois	Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 11732 ou EN ISO 14911)
Chlorures (Cl-)	Une fois par mois	Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 10304-1, EN ISO 15682)

Sulfates (SO42-)	Une fois par mois	EN ISO 10304-1
PCDD/PCDF	Une fois tous les six mois	Pas de norme EN
Débit	En continu	
pH	En continu	EN ISO 10523
Conductivité	En continu	EN 27888

Constats :

L'exploitant procède au suivi des rejets aqueux selon les fréquences et paramètres prescrits par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Un tableau de synthèse faisant apparaître les résultats mensuels est transmis à l'Inspection des Installations Classées avec la fiche de liaison. Les résultats montrent un dépassement, en mai 2024, de la valeur limite d'émission concernant le paramètre Plomb (concentration mesurée à 0,07 mg/L pour une valeur limite d'émission fixée à 0,06 mg/L). Les valeurs mesurées les mois suivants sont conformes. Un dépassement concernant les matières en suspension est relevé en octobre 2024 (40 mg/L pour une valeur limite fixée à 30 mg/L). Les données 2025 montrent, pour le paramètre Carbone Organique Total, un dépassement des valeurs limites d'émission en février et mars (valeur limite d'émission = 40 mg/L) :

- Février 2025 [COT] = 42 mg/L
- Mars 2025 [COT] = 43 mg/L

La concentration de Matières en Suspension, en mars 2025, est mesurée à 59 mg/L pour une VLE fixée à 30mg/L.

Pour ces dépassements, l'exploitant a procédé à une analyse des causes. Des mesures correctives ont été mises en œuvre (réglage des pompes pour ne relever que le surnageant et non le fond du bassin). Les analyses suivantes (avril 2025) sont conformes (à noter : absence de rejet en mai et juin 2025). L'ensemble des autres paramètres est conforme et respecte les valeurs limites d'émission fixées par l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle la demande d'interpréter systématiquement les données, notamment en cas de dépassement des valeurs limites, en analysant les causes et identifiant les mesures correctives à mettre en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillances des eaux souterraines**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 11.2.4**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE**Prescription contrôlée :**

L'exploitant installe un dispositif de contrôle de la qualité des eaux souterraines constitué de 4 piézomètres. Ces piézomètres, localisés sur un plan figurant en annexe, sont les suivants :

- amont hydraulique : piézomètre 6,
- aval hydraulique : piézomètres 1,2,3

[...] Au moins 2 fois par an, une analyse de contrôle de la qualité des eaux de ces piézomètres ainsi que du puits voisin signalé dans l'étude d'impact initiale est réalisée par un organisme compétent au frais de l'exploitant. Cette analyse porte sur les paramètres suivants :

Niveau piézométrique	Conductivité à 25°C
pH	Ammonium
NO ₃ ⁻	SO ₄ ²⁻
Potassium	Sodium
Calcium	Magnésium
Manganèse	Chrome
Mercure	Zinc
Plomb	Cuivre
Cadmium	Phénol
Fer	Hydrocarbure totaux
AOX	DCO

Les résultats sont transmis semestriellement par télédéclaration sur le site GIDAF. Une interprétation des résultats est transmise à l'inspection des installations classées. En cas de

détection d'une pollution, l'exploitant prend les mesures correctives nécessaires. [...]

Constats :

L'exploitant réalise le suivi de la qualité des eaux souterraines au niveau des 4 piézomètres ainsi qu'au niveau du puits :

- Piézo n°1 = plateforme sud- Piézo n°2 = centre de transit- Piézo n°3 = lagune 2- Piézo n°6 = bâtiment administratif
- Puits "Lan-Bihan"

Il est constaté que les analyses sont réalisées selon une fréquence semestrielle conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral et que celles-ci portent sur l'ensemble des paramètres prescrits. Les données sont transmises à l'inspection des installations classées avec la fiche de liaison avec la DREAL qui a été mise en place par l'exploitant. L'inspection rappelle qu'un cadre GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente) a été créé pour la télédéclaration mais que les données ne sont pas complétées. L'exploitant s'est engagé à procéder à la télédéclaration et indique qu'un rattrapage des saisies de données est en cours. Par ailleurs, le tableau de synthèse des résultats ne comporte pas d'interprétation des résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la télédéclaration, sur le portail GIDAF, des données relatives à la qualité des eaux et joindre l'interprétation des résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : SURVEILLANCE DES RETOMBEES ATMOSPHERIQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 11.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement selon le protocole proposé par l'exploitant. Il est mis en œuvre dans les conditions minimales suivantes :

MATRICE	Collecteurs de précipitation	Collecteur de précipitation
PARAMETRES	Dioxines/Furannes	Métaux
NOMBRE DE POINTS DE CONTROLE	5 (*)	5 (*)

PERIODICITE	1 fois par an	1 fois par an

(*) dont 4 issues de retombées de l'usine dont 1 "blanc" tel que précisé dans l'annexe transmise.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures (hors pour la détermination du « blanc ») sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, choisis par l'exploitant.

Dès réception, les résultats accompagnés de leur interprétation sont transmis à l'inspection des installations Classées.

Constats :

L'exploitant a mis place un programme de surveillance de l'impact de l'activité du site sur l'environnement. Ce programme est mis en œuvre chaque année et les résultats, accompagnés de leur interprétation, sont transmis à l'inspection. La surveillance permet d'évaluer, grâce à des collecteurs de précipitations, les retombées de dioxines/furannes (PCDD/PCDF) et de métaux dans 5 zones préalablement définies dans l'étude de dispersion. La campagne 2024 a été réalisée sur les mois d'octobre et novembre suivant un protocole identique aux années précédentes.

Le bilan de l'étude montre :

- Pour les PCDD/PCDF : des résultats homogènes et inférieurs aux limites de quantification sur l'ensemble des stations. L'étude des profils des dioxines/furannes permet de confirmer l'absence de lien direct avec les émissions du site.

- Pour les métaux : des concentrations mesurées habituellement en milieu rural avec des teneurs inférieures à celles de la station témoin permettant de conclure que l'incinérateur n'a pas d'impact significatif sur les teneurs en métaux.

Type de suites proposées : Sans suite